

Collectivités locales

Les économies, c'est maintenant

CINTURE! Pour la première fois, les collectivités locales ont dû en 2015 faire face à une réelle réduction des dotations attribuées par l'Etat. Et ce régime budgétaire devrait se poursuivre avec, d'ici à 2017, une contraction de 11 milliards d'euros. « A partir de cette année, plus aucune d'entre elles ne peut échapper à l'obligation de dégager des économies », constate Frédéric Maury, du cabinet LocalNova. Mission impossible? Pas si sûr. A condition de vouloir les trouver, les sources d'économies existent un peu partout dans les budgets des communes, des départements comme des régions.

PERSONNEL

Dans les Alpes-Maritimes, le nombre des RTT divisé par deux

Depuis 2009, Eric Ciotti, le président (LR) du conseil général des Alpes-Maritimes, a déjà supprimé 350 postes dans son administration. Son astuce : ne pas remplacer deux départs sur

Confrontées à la baisse des dotations de l'Etat, les collectivités publiques doivent se creuser la tête pour dépenser moins. Place à l'inventivité, à la créativité et au courage.

MUTUALISATION. Baugé-en-Anjou a fusionné en janvier avec neuf autres communes. Des économies à la clé.

trois. « Notre effort a été salué dans le dernier rapport de la Cour des comptes », se félicite l'élue. Et il entend continuer lors des prochains exercices, au rythme d'une centaine de postes par an. Pour cela, il vient d'annoncer à ses fonctionnaires qu'ils allaient travailler plus. Ceux-ci perdent trois jours de congés ainsi que onze jours de RTT sur vingt-deux. Pour aller

plus loin, Eric Ciotti envisage également d'indexer les indemnités de ses agents sur leur taux de présence...

*** Inflation : +10 %.** Entre 2010 et 2014, d'après les études de la Cour des comptes, les frais de personnel des départements ont continué de progresser.

MUTUALISATION

Dans l'Orne, sept communes fusionnent

Un moyen simple de simplifier notre carte administrative? Inciter quelques-unes de nos 36 000 communes à se regrouper. Dans l'Orne, sept villages ont fait récemment l'expérience de la fusion pour constituer une « commune nouvelle ». « La carotte, c'était le maintien des dotations de l'Etat », souligne Jérôme Nury, maire de Tinchebray-Bocage, qui rassemble aujourd'hui 5 200 habitants. Il fallait bien cela pour convaincre chacun des sept maires de fondre leurs municipalités dans cette nouvelle entité. Mais, en termes d'économies, les perspectives sont alléchantes, avec 10 % de baisse attendue des frais



de fonctionnement. « Nous aurons un seul contrat d'assurance au lieu de sept, un seul marché pour l'éclairage public ou pour la voirie et des services techniques fusionnés, avec, du coup, des personnels spécialisés et dotés de meilleurs équipements », assure le nouveau maire. Et, à partir de la prochaine mandature, le nombre d'élus diminuera, passant de 56 aujourd'hui à une trentaine.

*** Déjà 300.** C'est le nombre de « communes nouvelles » constituées depuis le 1^{er} janvier, regroupant 1 013 municipalités.

ÉNERGIE

A Montluçon, moins de feux de circulation et d'éclairage

Quelque 400 euros hors taxes : c'est le prix de chacune des ampoules d'un feu tricolore. A raison de trois ampoules par feu et de quatre feux par carrefour en moyenne, auxquels il faut ajouter lessignaux piétons, l'addition grimpe vite. A Montluçon (Allier, 38 000 habitants), le maire, Daniel Dugléry (LR), a donc décidé de supprimer une partie de ces feux de signalisation. « Ils consomment pour 17 000 euros d'électricité par an et occupent deux agents à temps plein pour leur maintenance », plaide-t-il. L'éclairage public a aussi été revu. Au centre-ville, la puissance des ampoules devrait diminuer en 2016. Et si toutes les rues resteront éclairées jusqu'à 23 heures, les axes secondaires seront ensuite plongés dans le noir. Sur les artères principales, un feu sur deux sera éteint : « Au total, nous allons économiser 70 000 euros par an », calcule le maire.

*** Pas négligeable.** 2 milliards d'euros : c'est le coût annuel de l'éclairage urbain, selon l'Association française de l'éclairage.



ÉNERGIE. L'île de Sein a été, en octobre 2015, la première commune de France à adopter un éclairage public 100 % Led. Elle espère diviser par six sa consommation d'électricité.

SUBVENTIONS

A Autun, les associations se financent autrement

Economiste de formation, Rémy Rebeyrotte, le maire divers gauche d'Autun (Saône-et-Loire, 15 000 habitants) s'est douté dès 2008 que les dotations de l'Etat aux collectivités diminueraient un jour : « Dès ce moment, j'ai annoncé aux associations que nos subventions baisseraient de 25 % en sept ans. » Pour que ce choix soit moins douloureux, l' élu les a dans le même temps aidées à trouver d'autres financements. La ville met à leur disposition des locaux pour organiser des événements payants, et leur a fourni une liste de toutes les fondations susceptibles de les soutenir. « Nous avons aussi sollicité les grandes entreprises avec lesquelles la mairie travaille afin qu'elles aident notre milieu associatif », précise-t-il.

Et le résultat est là : « Aucune de nos associations ne s'est retrouvée en difficulté. »

*** A méditer :** 34 euros par habitant. Le montant des subventions versées aux associations par les communes était, en 2012, au niveau de 2002, selon le think tank Regards citoyens.

INVESTISSEMENTS

A Issoudun, les rénovations attendront

Une manière simple de réduire l'investissement sans rien abandonner officiellement ? Retarder les travaux. C'est le choix effectué par André Laignel (PS), à Issoudun : « Les économies de gestion ne suffisent pas, donc je baisse également les investissements de 11 % en 2016. » Les rues qui devaient être refaites cette année le seront en 2017 ou bien en 2018, sauf impératif de sécurité. La piscine sera rénovée tout de suite, mais pas les clubs de ping-pong et de boxe. ➤

➔ Ni la patinoire: « La machine a trente ans. Au moindre pépin, je serais obligé de la fermer », ajoute l'édile. Quant au troisième village d'entreprises, il attendra lui aussi.

*** Attention: - 25 %. L'Association des maires de France prévoit une forte baisse de l'investissement des communes entre 2014 et 2017.**

RYTHMES SCOLAIRES

A Saint-Laurent, la mairie compte sur les bénévoles

L'aménagement des nouveaux rythmes scolaires ? « Sans l'aide du milieu associatif, nous n'y arriverions pas », avoue Guy Clua, maire de Saint-Laurent (Lot-et-Garonne, 500 habitants). Ici, ce sont donc des bénévoles qui se relaient pour initier les élèves des deux classes élémentaires à la danse, au basket, à l'informatique ou à la musique. Une habitude dans ce village dont les habitants avaient déjà participé à la construction puis à l'agrandissement de la salle des fêtes.

*** A noter: 223 euros. C'est le coût moyen, par enfant inscrit, de la mise en place des activités périscolaires pour les communes.**

MISSIONS

A Nancy, des services publics reconfigurés

Jusqu'ici, Nancy (Meurthe-et-Moselle, 105 000 habitants) se distinguait par un maillage de mairies de quartier très dense: une pour 13 000 habitants (contre une pour 30 000 habitants à Bordeaux ou Dijon, par exemple). « Certaines étaient nettement en sous-activité, avec deux à trois visites par jour débouchant sur des actes », constate le maire et président



ESPACES VERTS.

A Metz, des prairies fleuries plutôt que des massifs, des jardins entretenus par les habitants pour réduire les dépenses.

du Parti radical, Laurent Hénart. Confronté à la nécessité d'économiser 10 millions d'euros d'ici à 2017, il en a tiré les conséquences: quatre des huit mairies annexes vont disparaître. Son « plan d'équilibre et de développement » prévoit aussi la fermeture d'une résidence pour personnes âgées et de l'auberge de jeunesse municipale. Enfin, six écoles seront fusionnées en trois établissements, avec au passage une réduction du nombre d'agents municipaux dans les maternelles. « C'était ça ou augmenter les impôts de 25 %, ou alors sabrer dans les investissements », affirme l'élu. Mais les économies, à Nancy, ne s'arrêtent pas là: l'agglomération a annoncé de son côté une baisse de la subvention aux transports publics de 2 millions d'euros. Avec à la clé jusqu'à une heure d'attente entre deux bus sur certaines lignes !

*** A peine 20. C'est le nombre d'agglomérations qui ont reformaté leur offre de transport, selon la Fédération nationale des associations d'usagers des transports.**

ESPACES VERTS

A Metz, des coupes claires dans le jardinage

Garder le prix « Quatre Fleurs » obtenu au concours des villes fleuries tout en réduisant de 860 000 euros d'ici à 2018 le budget espaces verts, avec la suppression de 28 postes de jardiniers sur 160. Pour répondre à ce défi, les agents de la ville de Metz ont décidé de... se faciliter la vie, avec des prairies fleuries plutôt que des massifs, des fleurs qui repoussent chaque année, des jardins partagés entretenus par les habitants... Dans les cimetières, les allées seront engazonnées pour éviter de désherber, et les écoles se passeront de sapin à Noël. « La rigueur a des vertus: elle oblige à travailler autrement », se félicite le maire, Dominique Gros (PS).

*** Gisement: 3,6 milliards d'euros, le budget alloué aux espaces verts urbains en 2012, d'après l'Insee.**

© STÉPHANIE BENZ